

Changer radicalement la façon de gérer les ressources en eau

Dossier de la rédaction de H2o
September 2017

La Banque mondiale appelle à mieux cibler les investissements pour rapprocher les services de base des populations et ménages les plus pauvres. Il est impératif d'agir dans le secteur de l'eau et de l'assainissement pour vaincre la pauvreté, a souligné la Banque mondiale dans une nouvelle étude réalisée dans 18 pays à travers le monde. L'insuffisance des services d'assainissement et le manque d'accès à l'eau potable entravent le développement de millions de personnes dans le monde, a indiqué l'institution financière internationale précisant que l'étude analyse de façon exhaustive les indicateurs de l'eau et de l'assainissement. « Des millions d'individus se trouvent aujourd'hui inexorablement pris dans le piège de la pauvreté à cause de l'inefficacité des services d'eau et d'assainissement qui est un facteur du retard de croissance et d'affections débilitantes comme la diarrhée », selon Guangzhe Chen, directeur principal du pôle mondial d'expertise en eau de la Banque mondiale. « Il faut davantage de ressources ciblant les zones à forte vulnérabilité et à faible accessibilité pour combler les déficits et améliorer ces services, ce qui donnera à tous des chances égales de réaliser pleinement leur potentiel », a estimé ce haut cadre de la BM soulignant que ce rapport est une feuille de route pour y parvenir. En effet, comme l'a relevé la Banque mondiale, le rapport est un cadre de référence et d'orientation qui se propose d'aider les responsables des politiques à mieux cibler leurs investissements pour rapprocher les services de base des populations et ménages les plus pauvres. L'étude met pour la première fois en lumière des régions précises à l'intérieur des pays, dans lesquelles les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène sont insuffisants, a relevé la BM dans un communiqué. Elle souligne les écarts importants en la matière entre les zones urbaines et rurales, les zones pauvres et les autres, a précisé l'institution qui invite les pays à radicalement changer leur façon de gérer les ressources et de fournir les services de base. Pour les auteurs du rapport, il revient aux pays d'abord de mieux cibler les bénéficiaires pour être sûrs d'atteindre les populations qui ont le plus besoin de ces services et rationaliser l'utilisation des ressources afin d'assurer la pérennité et l'efficacité des services publics. En outre, est soulignée la nécessité d'une coordination des interventions dans les domaines de l'eau, de la santé et de la nutrition pour avancer sensiblement dans la lutte contre le retard de croissance et la mortalité chez les jeunes enfants. « L'amélioration des services d'eau et d'assainissement a certes un effet positif sur le bien-être des enfants, mais l'associer aux interventions visant la santé et la nutrition aura des effets bien plus importants sur leur avenir », note le rapport.

Il ressort des conclusions de cette étude que dans l'ensemble des 18 pays concernés, 75 % des personnes n'ayant pas accès à des services d'assainissement améliorés vivent en milieu rural et seuls 20 % de ces populations rurales ont accès à des sources d'eau améliorées. Selon les estimations de la BM, lesdits pays devront dépenser 150 milliards de dollars par an pour atteindre d'ici 2030 l'objectif de développement durable (ODD) relatif à l'accès à des services d'eau et d'assainissement durables. « Ce chiffre, irréaliste pour la plupart, risque de compromettre les efforts d'éradication de la pauvreté », précise le rapport en soulignant que c'est quatre fois plus que ces pays investissent actuellement dans l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène.

Alain Bouithy, Libération (Casablanca) - à l'Afrique